

AMILCAR CABRAL ET L'ANALYSE SOCIALE

Avant d'aborder le thème de mon intervention, on me permettra de dire toute l'émotion que je ressens à évoquer le souvenir de celui dont le nom est lié à votre combat pour l'indépendance et la liberté, à l'émergence de votre Nation comme Etat souverain, mon camarade et mon ami Amílcar Cabral.

Il est difficile d'admettre que dix ans déjà ont passé, après une fin prématurée qui apparaît comme une des plus grandes injustices du sort: cette victoire, à laquelle il avait consacré toute son action, toute sa vie, il n'aura pas eu la joie d'y assister.

Je ne peux m'empêcher d'évoquer nos rencontres et nos entretiens, lors de mes passages à Conakry, au P.C. de la "Minière", entretiens parfois vifs - personne autant que lui n'était étranger à la fausse complaisance; il était autant qu'on peut l'être, franc et direct - toujours fraternels et enrichissants.

Par delà les années, son exemple, sa pensée, demeurent source d'inspiration.

x x x x x

De la situation des classes sociales en Guinée-Bissau et dans les îles du Cap Vert, pendant la période de lutte de libération nationale, Amílcar Cabral nous a laissé une analyse extrêmement concrète et précise.

Il y souligne le rôle de la "petite bourgeoisie" africaine nous reviendrons sur la signification qu'il convient de donner à ce terme), et chacun a retenu du fait de son aspect paradoxal, ce qu'il dit de son rôle révolutionnaire, qu'elle seule peut jouer dans un contexte défini, mais au prix de son suicide en tant que catégorie sociale.

Par delà le paradoxe, au moins apparent, je voudrais souligner dans le développement qui va suivre l'intérêt théorique de ces analyses, leur signification méthodologique.

Le Marxisme et les classes sociales

Marx n'a pas "découvert" l'existence des classes sociales

et de leurs luttes; comme il l'indique lui-même, les historiens bourgeois français de la Restauration - Mignet, Guizot, Augustin Thierry - l'avaient fait avant lui, et on pourrait y ajouter, à l'époque même de la Révolution Française, Barnave, dont les écrits ne lui étaient pas connus et qui avait très clairement analysé le contenu de cette révolution en termes de classes.

Ce que Marx a découvert, ou mis en évidence, c'est d'une part que, depuis l'époque de la communauté primitive, la lutte des classes constituait la trame de l'histoire; et d'autre part que le mode de production capitaliste, lié au développement de la révolution industrielle, portait en lui le développement de deux classes antagonistes, la bourgeoisie, expression du capital, et le prolétariat - le salariat industriel -, cet antagonisme devant conduire nécessairement à la constitution du prolétariat en classe dominante - ce qu'il appelle la dictature du prolétariat - et à l'avènement révolutionnaire d'une société nouvelle, définitivement débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette conception sociale de Marx est indissolublement liée à sa démarche philosophique, dont elle est inséparable. C'est la critique de la philosophie classique idéaliste - en dernier lieu de Hegel, et aussi de Feuerbach, qui bien qu'il se proclame matérialiste, reste prisonnier d'une démarche de pensée idéaliste -, qui lui a permis d'aborder de manière nouvelle, révolutionnaire, la critique de la société existante et l'action pour la transformer.

Par un paradoxe dont l'histoire est coutumière, les vulgarisateurs de Marx, tant ceux de la social-démocratie que, d'une autre manière, ceux de l'époque stalinienne, ont "interprété" ses conceptions d'une manière diamétralement opposée à ses intentions.

*nepravilno
mcanwiz*

31/01/1950 De la page 118

Soit par méconnaissance de la dialectique (ce qui fut le cas des guesdistes français), soit par souci pédagogique de "simplification", ce qui fut le cas de Staline et de ceux qui s'en inspirèrent, la conception fondamentalement critique de Marx, mettant fin à toute "philosophie" de l'histoire, fut figée en doctrine, en schémas, que l'on prétendit "appliquer" à la réalité, suivant la démarche de la philosophie spéculative, contre laquelle précisément s'était formé le marxisme.

Certes, l'abstraction - la mise en évidence, isolé, d'un trait fondamental de la réalité - est un élément essentiel de la démarche constitutive de toute connaissance; mais si ce trait n'est pas ensuite ré

intégré dans la totalité complexe à laquelle il appartient, si l'on cède à la tentation de voir en lui un absolu auquel on prétend soumettre - en vain! - la réalité concrète, on retombe dans l'erreur fondamentale de l'idéalisme, qui voit dans les idées la réalité première dont le monde réel ne serait que le reflet, alors que c'est l'inverse qui est vrai.

Cette démarche erronée a conduit maints auteurs, à partir d'un schéma sommaire de la société capitaliste réduit à l'opposition capitalistes-prolétariat à "plaquer" cette opposition sommaire sur les sociétés les plus diverses, au lieu d'étudier ces sociétés telles qu'elles sont, quitte à y chercher, à la lumière du marxisme, comment le développement de l'opposition capital-travail s'y manifeste et contribue à en faire évoluer les traits.

La difficulté qu'éprouve l'intellect humain, formé par des millénaires de logique formelle, à penser dialectiquement, explique que, en dépit des critiques portées aux précédentes déformations de la pensée marxiste, ces déformations se reproduisent sans cesse. Curieusement, c'est dans la période la plus récente - celle de la fin des années 60 et du début des années 70 - que les caricatures les plus monstrueuses de ce type ont été produites, correspondant à la pénétration du marxisme dans les milieux universitaires (où la pensée de Marx était jusqu'à présent proscrite et totalement méconnue); ces universitaires ont souvent "réinterprété" le marxisme dans le cadre de la pensée pré-dialectique dont ils étaient empreints de par leur formation préalable.

Un certain nombre de sociologues bourgeois, confondant le marxisme avec les productions de certains épigones se réclamant, trop souvent à tort, du marxisme, ont fait porter à celui-ci les péchés de ces interprètes infidèles et volontiers dénoncé le "schématisme" de la pensée marxiste, tout en témoignant eux mêmes de ce schématisme dans leurs propres travaux. Ainsi de ces auteurs qui, dénonçant les "insuffisances" du marxisme, analysent la société en termes de "stratification sociale" ce qui revient en substance à vouloir enfermer la société dans les lits de Procuste "casiers" préfabriqués! En fait, l'analyse ne peut s'exercer qu'en termes de polarisation, ce qu'exprimait Marx en montrant dans la société capitaliste l'accumulation de la richesse à un pôle et l'accumulation de la misère à l'autre.

Le Problème des "classes moyennes"

La terminologie du XIX^e siècle, au sortir de la société féodale, employait ce terme de "classe moyenne" (Middle Class) pour désigner - non sans quelque arrière-pensée d'hypocrisie - la bourgeoisie, la

classe capitaliste, placée "entre" la noblesse déclinante et les classes laborieuses. Depuis longtemps ce terme est utilisé pour désigner les catégories sociales intermédiaires entre capitalistes et prolétaires. Et on l'emploie généralement au pluriel, "classes moyennes", en raison de la diversité et de l'hétérogénéité des catégories sociales que ce terme recouvre.

Catégories

L'importance de ces couches intermédiaires, dans les pays capitalistes les plus développés, demeure considérable. Seule, l'Angleterre, au XIX^e siècle, pour des raisons tenant à ses particularités historiques - précocité de la révolution industrielle; domination du marché mondial - donnait l'exemple d'une société où ces classes intermédiaires avaient été laminées au maximum. L'élimination dès le XVIII^e siècle du petit producteur rural indépendant, la généralisation de la grande propriété foncière et du fermage capitaliste, avaient introduit précocement et à une large échelle les formes capitalistes dans la production rurale. La condition du travailleur agricole était devenue majoritairement la condition salariée, et derrière sa parure mobiliaire, la catégorie sociale des "Landlords" était devenue, économiquement et socialement, une simple variante particulière de la bourgeoisie.

Mais il n'en était pas de même dans la plupart des pays du continent. En France par exemple, il y a encore un demi-siècle, la population rurale représentait encore près de la moitié de la population française, et dans cette population rurale la catégorie sociale la plus importante était encore celle des petits producteurs agricoles familiaux. D'une manière générale, les paysans, avec une très grande diversité de conditions sociales, reflétant la diversité des héritages géographiques et historiques des régions et pays composant le territoire national, représentaient numériquement, socialement et politiquement, une masse imposante.

Notons en passant que la persistance, voire la consolidation - au détriment de formes archaïques de la grande propriété - de la petite et moyenne exploitation agricole en France ainsi que dans d'autres pays, était un des faits allégués par les adversaires du marxisme pour soutenir que Marx s'était "trompé" en soulignant la tendance à la concentration inhérente au capitalisme. J'ai encore entendu, était étudiant, utiliser cet argument! Dès la fin du siècle dernier, pourtant, Karl Kautsky, dans le milleur de ses ouvrages - salué à ce titre en son temps par Lénine - la "Ques - tion agraire", avait montré l'inconsistance de cette argumentation. Depuis, et en quelques dizaines d'années, l'histoire a tranché, et a réduit à peu de

choses près la paysannerie française, du point de vue numérique - quelques pour cents de la population active au niveau britannique du siècle dernier.

Revenons sur ce problème des "classes moyennes". Si, dans la France du début de ce siècle comme dans bien d'autres pays capitalistes d'Europe, la paysannerie en constituait numériquement l'élément essentiel, il s'y agrégeait beaucoup d'autres couches sociales.

Parmi ces couches, le terme de "petite bourgeoisie", utilisé souvent à la place de celui de "classes moyennes", désignait spécifiquement les catégories répondant à la condition de producteur (ou d'entrepreneur) indépendant: petit producteur agricole ou artisanal, prestataire de services, y compris ce que l'on désigne sous le nom de "professions libérales". Dans cette condition, certaines catégories (travailleurs à domicile par exemple) confinaient au salariat même s'ils étaient juridiquement des "entrepreneurs" indépendants (au moins en apparence). A l'opposé, le petit producteur individuel ajoutant à la main d'oeuvre familiale l'appoint de salariés, pouvait passer progressivement au petit capitaliste.

L'ambiguïté des conditions se traduisait dans l'ambiguïté des mentalités. Travaillant de ses mains et exploité, directement ou indirectement, par le capital, le paysan ou l'artisan considérait facilement le "bourgeois" comme antagoniste; mais il considérait aussi volontiers comme tel l'ouvrier - surtout s'il employait de la main d'oeuvre salariée. D'une façon générale, il partageait l'idéologie dominante; s'il était hostile aux "grands", il ne se refusait pas le système, ayant l'espoir de s'y faire une place et de monter dans la hiérarchie sociale. Ne parlons pas ici - car cela va quasiment de soi des professions dites "libérales" - avocats, médecins, économiquement parlant, à cette catégorie; la majorité d'entre eux, encore au début du siècle, était issue de la bourgeoisie qui, selon le mot de Marx, casait dans ces emplois sa "population superflue", et elle en partageait la mentalité.

A côté de cette "petite bourgeoisie" stricto sensu (petits producteurs indépendants, voire petits capitalistes), existaient dès cette époque des couches sociales qui en partageaient les conditions d'existence et la mentalité, tout en se distinguant des précédentes par un trait capital: la condition salariée. Ici encore, la plus grande diversité: si l'on excepte les cadres supérieurs des entreprises (l'ingénieur, généralement issu de la bourgeoisie ou aspirant à y entrer - par exemple en épousant la fille du patron!) ces catégories salariées n'étaient pas directement impliquées dans la production. C'était le cas des fonctionnaires de l'Etat, ou des employés, souvent du reste mal payés (au moins pour certaines catégories)

mais imbus de leur supériorité sur l'"ouvrier" manuel.

L'évolution sociale des cinquante dernières années en France a conduit au "laminage" des "petits producteurs" (agricoles surtout; dans l'artisanat certaines professions ont disparu, mais d'autres sont nées) et aussi des petits commerçants, éliminés par la concurrence des "grandes surfaces". En revanche, les catégories salariées (relevant notamment de la fonction publique) se sont considérablement développées. Sous-traitance, travail sous "contrat", font de plus en plus de nombreux producteurs "indépendants" des salariés à peine déguisés; parallèlement, les conditions de vie et de travail des catégories salariées (du moins pour la majorité de celles-ci, au plus bas de l'échelle) se sont rapprochées de celles du prolétariat au sens strict, du terme, du salariat industriel. Sans pour autant perdre leur "spécificité" qui réside dans l'ambiguïté, un moindre degré de conscience de leur position dans la société. Ceci sans préjudice de la persistance et du développement de couches salariées parasites au service des intérêts de la classe dominante, qui comprennent certains "cadres" des secteurs public et privé, et aussi ces milices patronales que l'actualité a mis en vedette dans les grandes entreprises de l'automobile.

L'ambiguïté de la condition sociale se traduit dans l'ambiguïté des choix politiques. La Commune de Paris, en 1871, a vu pour la dernière fois la petite bourgeoisie parisienne faire acte d'insurrection, mais cette fois aux côtés d'une classe ouvrière ayant atteint la maturité et la conscience de classe. Certains historiens bourgeois ont voulu voir dans la Commune (contre Marx!) une simple insurrection populaire et nationaliste, dernier écho des révolutions populaires et des "journées" du XIX^e siècle. C'est vrai qu'elle fut par certains côtés la dernière manifestation de ces "journées" parisiennes dont le 14 Juillet avait été la première; mais elle fut aussi (et c'est ce que Marx a mis en relief avec raison), la première insurrection prolétarienne aboutissant - fût-ce pour peu prolétariat et des classes moyennes.

Les trente dernières années ont vu l'orientation politique majoritaire de certaines de ces catégories sociales se modifier: petits fonctionnaires de l'Etat et employés constituaient encore en 1934-36 la base de masse fondamentale des ligues fascistes ou fascisantes; ils ont, pour l'essentiel, basculé à gauche. Même observation pour les étudiants dont les organisations représentatives se situent aujourd'hui majoritairement à gauche, alors qu'elles se situaient jusqu'en 1950 à droite, et même à l'extrême-droite, ceci reflétant le changement dans leurs origines sociales.

Contradictions de classes à l'échelle mondiale: le cas des pays du "Tiers Monde".

Les particularités du développement du capitalisme à l'échelle mondiale depuis le début de ce siècle ont donné à l'opposition Capital-Travail des formes singulièrement plus complexes que celle de l'opposition Bourgeoisie-Proletariat. Un premier élément qui a modifié la forme dans laquelle s'exprime cette opposition, c'est, depuis 1917 la constitution du premier Etat socialiste, ~~peu~~ joint par d'autres, sur les quatre continents. Aujourd'hui, sur un tiers environ du globe, la classe ouvrière a conquis le pouvoir d'Etat, et de ce fait, les Etats socialistes constituent dans l'opposition mondiale capital-travail, la force essentielle qui s'oppose au capital.

Un second élément, analysé pour la première fois avec une entière clarté par Lénine dans son "Impérialisme", précisément la même époque où il allait conduire à la victoire la première révolution prolétarienne durable (la reconquête n'est pas de hasard!), c'est la forme nouvelle prise par le capitalisme à notre époque, celle du capital financier impérialiste.

Certes, le phénomène de "mise en dépendance" de qu'on est convenu aujourd'hui d'appeler le "Tiers-Monde" par rapport aux pays capitalistes "développés" est bien antérieur à l'apparition de l'impérialisme dans son acception contemporaine: il remonte en fait au XVIII^e siècle, à la période de l'"accumulation primitive" qui, dans le cadre de la société féodale, a vu se développer et mûrir le mode de production capitaliste; du XVIII^e au XVIII^e siècle, dans le cadre de la formation, suite aux "grandes découvertes maritimes", d'un marché mondial, s'esquisse et s'affirme la position économiquement et politiquement dominante des nations marchandes de l'Occident européen. Au XIX^e siècle, l'avènement du capitalisme industriel et la prépondérance anglaise sur le marché mondial s'accompagnent de manière de plus en plus marquée, plus que dans la période antérieure, de la pénétration des marchandises européennes (anglaises surtout), et de la désagrégation des activités artisanales ou pré-industrielles concurrentes. Mais Marx peut encore imaginer au milieu du siècle, sur l'exemple de l'Inde, que cette destruction des sociétés archaïques va déboucher sur le développement dans la zone de dépendance du mode de production capitaliste, peu ou prou dans les mêmes formes qu'en Europe?

En fait, avec la formation du capital monopoliste, le partage du monde en territoires politiquement et économiquement soumis (colonies et semicolonies) va déboucher sur un développement et une ~~croissance~~

vation des décalages économiques. Le capitalisme ne développe pas la production pour satisfaire les besoins des hommes (même si ceux-ci ont été à l'origine du développement de la production), ni même la production pour la production; il la développe pour le profit. Le profit défini par son taux, c'est à dire le plus élevé possible à partir de l'avance de capital la plus réduite. Le système colonial, comme l'a montré Lénine, crée les conditions de surprofits qui se réalisent par des méthodes de pillage et d'extorsion de beaucoup plus que par l'investissement productif. Ce qui intéresse le capitalisme dans les territoires coloniaux, ce n'est pas la masse des profits, mais leur taux élevé par rapport au capital avancé (si tant est qu'il y ait même avance de capital!). La masse des investissements productifs modernes se situe de plus en plus dans les pays impérialistes, et les pays que l'on va désormais nommer "sous-développés" sont de plus en plus retardataires, relativement, en matière d'investissements productifs, de technologie. L'exploitation coloniale et néo-coloniale se concentre sur l'écrémage des ressources les plus "rentables", gisements minéraux de haute productivité, productions agricoles dites "de rente", exploitation de main d'oeuvre à bas prix, dans des secteurs géographiques limités, et sans induire aucun "développement": au contraire, les zones et les populations "marginalisées", qui ne peuvent même plus assurer leur auto-subsistance, ne cessent de s'étendre.

Dans cette exploitation, que le monopole de ce que l'on appelle aujourd'hui les "Multinationales" met à l'abri de la "libre concurrence" qui jadis, si imparfaite qu'elle fût, était un incitant au progrès technique, le maintien ou même la création de formes de production non-typiques du capitalisme, souvent héritées des formes précapitalistes, mais aménagées suivant les intérêts du capital colonial, peut être et est souvent plus avantageux que l'introduction des formes de production typiquement capitalistes - grande production capitaliste et salariat.

A vrai dire, le procès est contradictoire: d'un côté, ces formes sont maintenues et utilisées, de l'autre, le capitalisme stricto sensu et le salariat progressent: mais ce progrès est lent, constamment freiné.

Quant aux formes "traditionnelles" (ou soi-disant telles), elles ne constituent en aucun cas un "mode de production" spécifique qui serait "articulé" au mode de production capitaliste, comme le veulent certains auteurs marxisants d'inspiration structuraliste. Même lorsque ces formes sont les héritières d'anciens modes de production pré-coloniaux, il y a beau temps que ces modes de production ont disparu sous

l'effet de l'intégration coloniale: ces formes sont entièrement intégrées au mode de production capitaliste (tout comme l'était, au XIX^e siècle, avant l'abolition, l'esclavage américain); elles n'ont pas d'efficacité propre, mais n'existent que dans la mesure où elles contribuent à la reproduction d'ensemble du capital à l'échelle universelle (du mode capitaliste, s'entend).

Ainsi s'expliquent les structures sociales propres aux pays ci-devant coloniaux. Le grand capital dominant est, pour l'essentiel, extérieur; la bourgeoisie locale est, parfois inexistante partout débile, fût-ce à des degrés divers et même lorsque certains éléments (généralement quelques chefs d'Etat ou familles correspondantes: ainsi la famille impériale iranienne avant la révolution) arrivent isolément au niveau de l'oligarchie financière internationale; parallèlement le prolétariat quoiqu'en progrès numérique constant (mais relativement lent), est peu nombreux, souvent instable, et d'un degré de conscience faible.

Ces structures sociale "modernes" (les plus directement induites par la pénétration du mode de production capitaliste dans ses formes propres), se superposent, interfèrent, avec des hiérarchies sociales héritées, réutilisées par la colonisation; même lorsque ces hiérarchies sociales ont perdu leur sous-bassement économique, les complexes idéologiques qui y étaient liés survivent. Dans cette situation, le poids des classes ou couches intermédiaires est considérable: la petite production ou la petite entreprise commerciale, plus ou moins dégagée des structures patriarcales ou de caste, tient une place souvent considérable, largement dominante en ce qui concerne la proportion des actifs.

A côté de cette petite bourgeoisie "économique", la couche des intellectuels-fonctionnaires constitue une autre fraction de la petite bourgeoisie, produit direct de l'appareil d'Etat colonial.

Numériquement bien moins nombreuse, elle est socialement et politiquement très importante, parce que, selon la formule de Cabral, elle est "la seule capable de diriger et d'utiliser instruments dont se servait l'Etat colonial..." (1)

Au sujet de cette couche sociale, j'écrivais il y a un peu plus de vingt ans - et on m'excusera de me citer moi-même:-

"Sous le régime colonial, où 95% de la population était illettrée, l'école avait pour fonction essentielle sinon unique de former les cadres subalternes de l'administration et du commerce. Cette catégorie des intellectuels fonctionnaires (entendus par là les gens sachant lire et écrire) fournissait nécessairement les cadres politiques ac-

tuels. Mais ces intellectuels-~~questionnaires~~ ne constituent pas une classe. C'est une couche sociale de salariés relativement privilégiés sur laquelle s'exercent des influences divergentes. D'un côté, ces intellectuels sont issus dans leur énorme majorité des masses paysannes; ils y ont leurs attaches familiales. De plus, leur condition de cadres subalternes leur a fait durement sentir l'oppression coloniale et ses humiliations; nombre d'entre eux ont fourni au mouvement syndical et aux mouvements de masse anti-impérialistes des cadres avertis et dévoués. D'un autre côté, leur éducation purement française les a déracinés de leur milieu; leur rôle d'exécutants du pouvoir colonial a contribué à les couper des masses, à les rendre sensibles aux pressions et à la corruption. (2)

Rien dans tout cela de très surprenant: le propre des classes ou couches intermédiaires est d'être traversées par la polarisation qui s'opère dans la société entre exploités et exploités, et d'être tiraillées d'un côté et de l'autre.

Ceci était écrit il y a plus de vingt ans. La plupart, si non la totalité des leaders des mouvements révolutionnaires en Afrique, et des Etats d'orientation révolutionnaire qui en sont issus en quelques cas, ont leur origine dans cette couche sociale, pour les raisons objectives que Cabral avait soulignées dans le passage cité plus haut. En sens inverse, les néo-bourgeoisies au pouvoir dans les Etats néo-coloniaux, qui se sont installées dans les meubles des anciens colonisateurs (ou, plus exactement, de leurs représentants locaux) sont également issues de cette couche; elles se sont enrichies par l'exercice du pouvoir ou des fonctions politiques et administratives; elles sont devenues souvent des bourgeoisies au sens économique du terme, ayant profité de leurs fonctions pour devenir, directement ou par famille interposée, propriétaires immobiliers, entrepreneurs, actionnaires de sociétés, etc.

Dans l'optique de développement révolutionnaire, Cabral souligne en ces termes fameux qui n'ont du paradoxe que l'apparence: ce qu'on lui demande, c'est de se suicider. Mais chacun sait qu'on ne se suicide pas volontiers, sauf exceptions.

C'est dire que même là où l'option révolutionnaire a été retenue, avec sa participation, elle ne se soumet pas volontiers à cette nécessité. En règle générale, elle se scinde: une minorité, celle chez qui le sens national et l'attachement aux intérêts du peuple l'emporte sur les considérations personnelles, obéit seule à cette sommation; les autres (qui constituent généralement la majorité numérique) restent dominés par

l'aspiration à devenir une bourgeoisie véritable, ou du moins à en acquérir les apparences extérieures. Car, surtout en Afrique, et à l'exception de quelques pays comme la Côte d'Ivoire, elle ne peut acquérir la dimension et la place qu'occupe la bourgeoisie dans les pays développés: la place est prise, par le capital impérialiste, et elle ne peut que lui servir d'instrument, intéressé aux bénéfices de l'exploitation.

En conclusion

Revenons au second élément: dans les pays soumis à la domination impérialiste, la force qui prend place contre cette domination, dans l'opposition mondiale Capital-Travail, c'est le mouvement de libération nationale.

"Peuples dominés, nous ne formons qu'un ensemble face à l'opresseur", notait Cabral" (3).

Mais cette masse constitue, comme nous l'avons vu, un ensemble complexe, contradictoire, où aux structures internes héritées se superposent celles introduites bon gré mal gré par le développement interne des rapports marchands et capitalistes.

Dans cette masse, l'impérialiste cherche des soutiens, des relais, et il les trouve de façon privilégiée dans certaines classes ou couches sociales, celles qu'il peut associer, à titre subalterne, à ses intérêts communs avec lui.

Mais les positions politiques ne sont pas déterminées uniformément par ces situations de classe: ce n'est pas vrai non plus d'ailleurs dans les pays impérialistes où des le camp des opprimés; c'est encore moins vrai ici, où le poids du facteur national est capable de faire passer dans les rangs des révolutionnaires des fractions non-négligeables bien que jamais prépondérantes des catégories anciennement ou nouvellement privilégiées.

Inversement, si les catégories laborieuses, et notamment le prolétariat en formation, sont par vocation naturelle la base du mouvement de libération nationale, parce que les plus directement intéressées à la destruction de l'exploitation impérialiste et de toute exploitation en général, leur degré de conscience politique demeure faible, et, individuellement, l'impérialisme et ses agents locaux peuvent y trouver des soutiens. C'est vrai dans les pays impérialistes où la grande bourgeoisie par l'action idéologique et la corruption se ménage des auxiliaires au sein même de la classe ouvrière (c'est même grâce à cela qu'elle peut maintenir sa domination). A plus forte raison là où les contradictions de classe ne sont pas aussi évidentes.

Donc il n'y a pas de formule simpliste qui puisse déduire de la position sociale les positions politiques, même si certaines relations logiques sont généralement dominantes entre l'une et les autres.

Et cela nous ramène à la contribution d'Amilcar Cabral à l'analyse sociale. Si certaines de ces formules ont pu paraître relever du paradoxe, c'est précisément parce que cette analyse prenait le contrepied de tout dogmatisme; sa démarche relève de ce que Lénine considérait comme spécifique du marxisme vivant: l'analyse concrète des situations concrètes. Ce qui ne signifie pas l'empirisme - ni l'un ni l'autre n'ont accordé au tant d'importance à la théorie - mais le respect des faits et de la réalité, l'utilisation de l'arme de la théorie pour comprendre et vaincre.

C'est sans doute l'une des leçons majeures que nous laisse Cabral.

Jean SURET-CANALE

-
- (1) Amilcar Cabral. Unité et Lutte I - L'arme de la théorie. Paris, Maspéro, 1975, p. 144.
 - (2) J. Suret-Canale: "Les fondements sociaux de la vie politique africaine contemporaine", p. 29-30, in "Afrique Noire 1961", Recherches Internationales 1ère série, 40 année, XI-XII, 1960 1961
 - (3) Amilcar Cabral, l.c, p. 144.

© P.A.I.C.V.